

QUALITÉ DU DEMANDEUR

EXPLOITANT

PROPRIÉTAIRE DES MURS

PROPRIÉTAIRE DU FONDS DE COMMERCE

EXPLOITANT

NOM & PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE PERSONNELLE _____

CODE POSTAL | _ | _ | _ | _ | _ | VILLE _____

TÉLÉPHONE _ _ _ _ _

COURRIEL _____ @ _____

PROPRIÉTAIRE DES MURS

Si identique à l'année précédente, cocher la case :

OUI

NON Si non, veuillez indiquer les coordonnées du propriétaire des murs

NOM & PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE PERSONNELLE _____

CODE POSTAL | _ | _ | _ | _ | _ | VILLE _____

TÉLÉPHONE _ _ _ _ _

COURRIEL _____ @ _____

PROPRIÉTAIRE DU FONDS DE COMMERCE

Si identique à l'année précédente, cocher la case :

OUI

NON Si non, veuillez indiquer les coordonnées du propriétaire du fonds

NOM & PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ _____

ADRESSE PERSONNELLE _____

CODE POSTAL | _ | _ | _ | _ | _ | VILLE _____

TÉLÉPHONE _ _ _ _ _

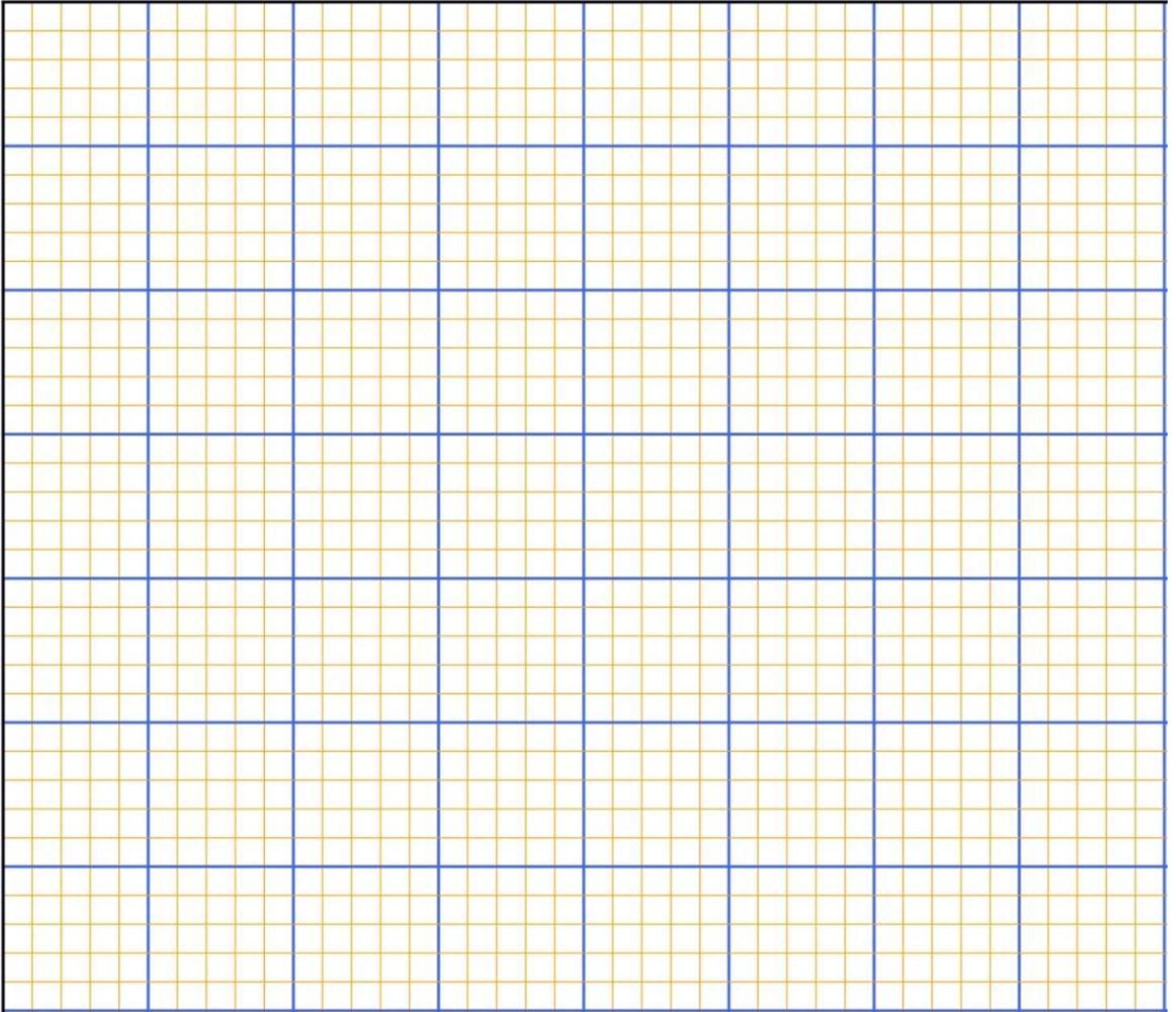
COURRIEL _____ @ _____

PLANS

Faire un plan de la terrasse ci-dessous ou fournir un plan en pièce complémentaire (plan d'architecte ou fait par vous mais avec les mètres précis).

Les plans fournis ne seront pas redemandés les années suivantes sauf si vous souhaitez apporter des modifications

Donc PAS DE PLAN A FOURNIR s'il s'agit d'une demande de renouvellement d'autorisation SANS MODIFICATION



PERMIS DE CONSTRUIRE

Permis de construire déposé	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Date de dépôt :	
N° du permis obtenu ou du récépissé de dépôt	_____	Date si permis obtenu	

RENSEIGNEMENT CONCERNANT LA TERRASSE

Merci de consulter attentivement le règlement avant de saisir les informations suivantes

Je soussigné (e), _____ . Agissant en qualité de _____
de l'établissement, sollicite l'autorisation d'installer sur le domaine public une terrasse de _____ m²
(longueur en m x profondeur en m : _____ X _____ ou mètres détaillés sur le plan fait en page 3 ou plan joint)

Surface commerciale intérieure de l'établissement _____ m²

Longueur de la façade de l'établissement : _____ m

	Dimensions		Type de terrasse		
			Plein air (1)	Structure non fermée (2)	Structure fermée (3)
	Longueur	Largueur			
1			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

PANNEAUX PUBLICITAIRES, MENUS, CHEVALETS, TONNEAUX :			
Nature	Larg	Long	Nb M ²
1-			
2-			

- (1) Terrasse ou étalage découvert en plein air (avec ou sans parasol, avec ou sans store banne) ;
 (2) Terrasse ayant une structure couverte ou non, en souple ou en dur, avec ou sans coupe-vent sur les côtés ;
 (3) Terrasse avec une structure fermée (Volet roulant, PVC, alu, véranda).

DESCRIPTIF et MATERIAUX UTILISÉS

Type de parois extérieures : _____

Type de toiture : _____

Type de rideaux de fermeture : _____

Autres : _____

AVERTISSEMENT

- La présente demande ne vaut en aucun cas autorisation d'occupation du domaine public communal, ni autorisation d'urbanisme, ni autorisation au titre de la sécurité incendie et accessibilité PMR
- Le domaine public communal devra impérativement être libéré de tout matériel et restitué en son état initial, dès la fin de l'autorisation ou la fermeture de l'établissement.
- Toute demande incomplète ou inexacte et toute demande formulée par une autre personne que l'exploitant du fonds de commerce ne sera pas prise en compte

- Le montant de la redevance annuelle sera calculé par le Service Commerces, après instruction des services, les demandes validées par le Service feront l'objet d'une autorisation nominative d'occupation temporaire du domaine public communal.
- Dans la mesure où les autorisations sont délivrées unilatéralement à titre précaire et révocable, en cas de non-respect par l'exploitant de la terrasse commerciale concernée et notamment des dispositions susvisées (surface, paiement ...) ou plus généralement, dès lors que l'occupation s'avère porter atteinte à l'ordre public, le commerçant concerné pourra faire l'objet de la révocation de l'autorisation délivrée, suivie de la dépose de la terrasse par le titulaire et à ses frais, sans versement d'une quelconque indemnisation.

PIÈCES A FOURNIR

- Formulaire dûment rempli, daté et signé.
- Un plan côté de la terrasse commerciale (sauf si page 3 remplie) (*)
- Extrait d'inscription au Registre du commerce ou au répertoire des métiers de moins de trois mois
- Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle valable pour l'année de la demande et précisant les activités professionnelles couvertes
- Une copie obligatoire de votre bail (*)
- Pour les détenteurs d'une licence, fournir le justificatif de licence (*)
- Mandat de prélèvement SEPA pour les prélèvements automatiques 2025

(*) Document non obligatoire s'il a été fourni précédemment sans modification pour cette nouvelle demande mais l'attestation sur l'honneur ci-dessous doit alors être remplie.

Sauf pour un bail saisonnier celui-ci doit être fourni chaque année.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e), _____, certifie sur l'honneur que les documents ci-dessous (cocher le ou les documents concernés) ont été donnés en 2024 et qu'ils n'ont pas subi de changements depuis l'année dernière :

- Le plan côté de la terrasse commerciale
- La copie de votre bail
- Le justificatif de licence

ATTENTION, les autres documents doivent être donnés actualisés chaque année.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le _____.

Signature :

VALIDATION ET SIGNATURE

Je déclare avoir pris connaissance et m'engage à respecter scrupuleusement :

- Les dispositions sus-énoncées.
- Modalité de paiement en 3 fois :
 - 30% au 30 juin
 - 35% au 31 Juillet
 - 35% au 31 Août
- Un nouveau mode de paiement depuis 2022 : **prélèvement automatique (remplir le mandat ci-joint)**
- L'arrêté municipal réglementant l'occupation du domaine public communal à titre précaire et des chartes des terrasses en vigueur
- Le cahier des charges relatives à la réglementation des enseignes et pré-enseignes commerciales

La présente demande est à adresser à :

HOTEL DE VILLE

Service Commerces

Allée Ferdinand Buisson

CS 50099

66704 ARGELES-SUR-MER CEDEX

Fait à Argelès-sur-Mer, le

Signature du demandeur :

Observations du service :

Visa du service Commerce

MAIRIE ARGELES-SUR-MER
SERVICE DES DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DOCUMENT A COMPLETER SI VOUS OPTEZ POUR LE PAIEMENT PAR
PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE 2025

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

Référence unique du mandat (RUM) :

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez :

- La **MAIRIE d'ARGELES-SUR-MER** à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte,
- Votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de la **MAIRIE D'ARGELES-SUR-MER**.

Régie d'
ARGELES-SUR-MER

DÉSIGNATION DU CRÉANCIER

MAIRIE D'ARGELES-SUR-MER
ALLEE FERDINAND BUISSON
66 700 ARGELES-SUR-MER

IDENTIFIANT CRÉANCIER SEPA
FR 07 ZZZ 80BBE7

DÉSIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

NOM : _____ PRÉNOM : _____

RAISON SOCIALE : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

ÉTABLISSEMENT BANCAIRE : NOM _____ ADRESSE _____

BIC (IDENTIFICATION INTERNATIONALE BANQUE) : | _ _ _ | | _ _ _ | | _ _ _ |

IBAN : | F R _ _ | | _ _ _ _ | | _ _ _ _ | | _ _ _ _ | | _ _ _ _ | | _ _ _ _ |

MERCI DE JOINDRE OBLIGATOIREMENT UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE
(au format IBAN BIC)

Rappel : En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par la **MAIRIE d'ARGELES-SUR-MER**. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec la **MAIRIE d'ARGELES-SUR-MER**. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Date et Signature précédée de la mention lu et approuvé.

A ARGELES-SUR-MER LE : _____